

La question de l'huile de palme dans le vote sur l'accord de libre-échange entre les pays de l'AELE et l'Indonésie (Suisse, 7 mars 2021)

Le projet OPAL* travaille depuis six ans avec des petits exploitants de palmiers à huile, des entreprises, des ONG de conservation, des responsables locaux et des ministres des pays producteurs de palmiers à huile. En vue de la prochaine votation en Suisse, nous souhaitons participer au débat en présentant ici notre point de vue sur la production et le commerce de l'huile de palme. Nous ne donnons toutefois aucune recommandation de vote, ni ne nous positionnons par rapport aux accords de libre-échange en général.

1) Impacts environnementaux et sociaux des huiles végétales. L'huile de palme est l'une des nombreuses huiles végétales à avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs. Nous préconisons des efforts pour améliorer la durabilité de la production de l'huile de palme. Nous soulignons toutefois qu'il est inapproprié de se concentrer uniquement sur l'huile de palme sans tenir compte également des impacts environnementaux et sociaux des huiles végétales alternatives. Limiter les importations d'huile de palme pourrait donc simplement déplacer les impacts environnementaux et sociaux vers d'autres localités si l'huile de palme est remplacée par le colza, le tournesol, le soja, la noix de coco ou d'autres cultures de ce type. Nous insistons sur l'importance de faire un bilan environnemental et social complet qui tienne compte de la substitution des produits avant toute décision.

2) La Suisse a diminué ses importations totales d'huile de palme au cours des 10 dernières années, et l'huile de palme indonésienne représente moins de 1% des importations actuelles. Les risques de durabilité et de réputation ont poussé l'industrie suisse à importer de l'huile de palme d'autres pays, là où les impacts sont jugés moins controversés. Que l'accord commercial entre les pays de l'AELE et l'Indonésie soit approuvé ou non, l'huile de palme indonésienne pourra toujours être importée. Compte tenu des raisons susmentionnées, il est très incertain de prévoir si l'approbation ou le rejet de l'accord entraînera une augmentation ou une diminution des importations d'huile de palme en provenance d'Indonésie.

3) La Suisse est un importateur net d'huile végétale, comprenant non seulement l'huile de palme mais aussi l'huile de colza et l'huile de tournesol. Le pays ne dispose pas de suffisamment de terres ou de capacités pour produire l'huile végétale dont il a besoin non seulement pour sa consommation intérieure mais aussi pour ses exportations (par exemple de produits emblématiques comme le chocolat).

4) Perte d'influence. En se désengageant du débat sur l'huile de palme avec des pays producteurs comme l'Indonésie, la Suisse pourrait perdre son influence sur la durabilité du secteur. Dans le cadre de notre projet, nous reconnaissons que la production d'huile de palme continue d'être préjudiciable à l'environnement et à la société dans de nombreux contextes, mais nous soulignons également les nombreuses améliorations apportées aux pratiques de production, aux processus de la chaîne d'approvisionnement et à la certification dans l'industrie de l'huile de palme. En conséquence, la culture de l'huile de palme peut avoir des avantages sociaux et environnementaux tangibles dans de nombreux autres contextes. Ces changements sont le résultat, en partie, des dialogues scientifiques, industriels et politiques auxquels participent la Suisse et les principaux pays producteurs d'huile de palme.

5) L'amélioration et la mise en œuvre des normes de durabilité sont un processus continu.

Favoriser uniquement les importations d'huile de palme certifiée enverra un message fort aux pays producteurs. De nombreux pays producteurs et entreprises s'efforcent d'améliorer les normes, d'accroître l'adoption de ces normes et de renforcer l'application et la transparence, mais cela reste un processus de longue haleine. Actuellement, il reste difficile de prouver que toute l'huile de palme

importée provient entièrement de systèmes de production durables certifiés. Une approche plus constructive pourrait consister à reconnaître les réalités actuelles et à continuer à travailler de manière constructive avec les pays producteurs pour améliorer la durabilité sociale et environnementale de produits de base tels que l'huile de palme. Des politiques/mesures trop restrictives pourraient autrement saper les efforts existants et en cours pour intégrer des critères de durabilité dans les systèmes de production d'huile de palme en Indonésie et ailleurs.

6) Réorientation vers des marchés moins soucieux de la durabilité. Un frein aux importations d'huile de palme en Suisse encouragera probablement les producteurs à chercher des marchés ailleurs, et en particulier dans les pays qui sont moins soucieux de relever les défis sociaux et environnementaux de la culture de l'huile de palme. Une fois ces marchés développés et établis, il sera beaucoup plus difficile d'améliorer les pratiques de gestion dans les pays producteurs et les entreprises.

7) Nos activités en Indonésie. Le projet OPAL a travaillé avec les parties prenantes en Indonésie à l'échelle locale régionale pour guider et favoriser une meilleure prise en compte et mise en œuvre des concepts de durabilité à tous les niveaux et parmi les différents acteurs. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, le projet OPAL a contribué à l'amélioration des systèmes et des critères de durabilité (c'est-à-dire la certification et le contrôle indépendants), à l'intégration des petits exploitants dans les chaînes d'approvisionnement durables et aux processus politiques visant à améliorer la gestion des paysages et de l'environnement. L'engagement des secteurs public et privé indonésien avec les ONG et les universités a été une partie importante de ce processus. La restriction des importations d'huile de palme en provenance d'Indonésie pourrait saper et même renverser ces succès, obtenus grâce à des projets de collaboration entre la Suisse et l'Indonésie, ce qui pourrait en fin de compte ralentir le mouvement vers la durabilité.

Nous reconnaissons qu'il existe des arguments forts, passionnés et clivants sur la question de l'huile de palme. Nous ne prétendons pas qu'il existe une position unique et juste sur cette question très complexe. Ces dernières années, des améliorations ont été apportées à l'huile de palme durable, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous pensons qu'un engagement constructif continu avec les pays producteurs sera plus efficace pour atteindre les objectifs de durabilité. La position d'OPAL est de maintenir ce dialogue constructif par la collaboration.

*Le projet OPAL (Oil Palm Adaptive Landscapes Project) est un projet financé par le SNSF/SDC et dirigé par la chaire de gestion des écosystèmes et le groupe de gestion et de développement des forêts de l'ETH Zurich. Le projet a travaillé dans des pays producteurs en Asie (Indonésie), en Amérique latine (Colombie) et en Afrique (Cameroun). Le projet compte parmi ses partenaires des institutions internationales (CIFOR, CIRAD et WWF), des universités (Université pontificale Javeriana, Université IPB et EPFL Lausanne), le service de conseil sur le palmier à huile (NES Naturaleza) et plusieurs associations locales de producteurs. Le projet a cherché à comprendre les facteurs socio-écologiques qui façonnent les transformations des paysages de palmiers à huile, et à identifier et promouvoir les leviers de changement pour orienter les systèmes de production d'huile de palme et les chaînes d'approvisionnement vers la durabilité.

Pour plus d'informations sur le projet OPAL et sur l'huile de palme en Indonésie, au Cameroun et en Colombie, veuillez contacter Ariane Hangartner (ariane.hangartner@usys.ethz.ch) ou Jaboury Ghazoul (Jaboury.ghazoul@env.ethz.ch).